

L'hon. M. Lesage: Oui, sous les réserves ordinaires.

M. l'Orateur: La motion modifiée est adoptée, sous les réserves ordinaires.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

INDOCHINE—DISPOSITIONS PRISES AFIN DE PROTÉGER LE PERSONNEL CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je poserais une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou, en son absence, au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné la déclaration formulée hier par le ministre au sujet de la situation épineuse en Indochine, et de la confusion qui règne apparemment sur le plan militaire, dans d'autres parties du pays, a-t-on pris des mesures appropriées pour protéger le personnel canadien partout en Indochine contre les outrages et les voies de fait?

L'hon. Paul Martin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je suis sûr que le député, qui n'a pas donné avis de sa question (du moins cet avis ne m'est-il pas parvenu) ne s'attend pas à une réponse immédiate, et surtout pas à ce qu'on lui réponde en termes précis. Il comprendra néanmoins, j'en suis certain, que toutes les dispositions possibles ont été prises à cet égard. Si mon honorable ami me permet de considérer sa question comme un avis, je la porterai sans tarder à l'attention de mon collègue, qui est en ce moment occupé par des affaires sérieuses, à l'extérieur.

AMÉNAGEMENT DE LA CAPITALE NATIONALE

PROPOSITION D'ÉTABLISSEMENT D'UN COMITÉ CHARGÉ D'ÉTUDIER L'AMÉNAGEMENT D'OTTAWA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggar): J'aimerais poser une question au premier ministre. Le Gouvernement a-t-il encore l'intention d'établir un comité en vue d'examiner les affaires de la Commission du district fédéral? Je pose cette question surtout parce qu'il semble que l'aménagement d'Ottawa, en particulier de la zone de verdure, ait été compromis. Quelles mesures le Gouvernement prend-il pour sauvegarder le plan?

Le très honorable L.-S. St-Laurent (premier ministre): J'aimerais considérer la question de l'honorable député comme un préavis car, à ma connaissance, aucun examen récent n'a été accordé à la question; mais je la ferai soulever immédiatement.

CÉRÉALES

DEMANDE DE VERSEMENT FINAL À L'ÉGARD DE LA MISE EN COMMUN DE 1953-1954

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): J'aimerais poser au ministre suppléant du Commerce une question qui découle d'instances émanant de diverses associations de cultivateurs de l'Ouest. Vu la gravité exceptionnelle des conditions de climat qui influent sur les semailles, et l'amointrissement de crédit dont souffrent les cultivateurs en pareil temps, le ministre reconsidérera-t-il la question pour que la Commission du blé puisse entreprendre aussitôt la distribution du versement final à l'égard de la mise en commun de 1953-1954 au lieu d'attendre, comme le signalent les journaux, le retour du ministre du Commerce?

L'hon. Robert H. Winters (ministre suppléant du Commerce): Monsieur l'Orateur, je remercie mon honorable ami de m'avoir informé, il y a quelques instants, qu'il allait poser cette question; elle me fournit l'occasion de dissiper l'impression qu'on semble avoir que la Commission du blé attend le retour du ministre du Commerce (M. Howe) pour effectuer un paiement final à l'égard de la récolte de blé. Il n'en est rien. De fait, la date de fermeture était le 29 avril et on est à faire les calculs qui serviront à déterminer le paiement final. On fait ce travail le plus rapidement possible et les chèques seront expédiés le plus tôt possible.

M. Diefenbaker: Le ministre est-il en mesure de nous fournir une estimation du montant?

L'hon. M. Winters: Non.

POLLUTION DES EAUX

BASSIN DE BEDFORD—INTERPELLATION AU SUJET DE LA CONTAMINATION RÉSULTANT D'ORDURES MÉNAGÈRES QUI Y SONT JETÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. S. R. Balcom (Halifax): Je voudrais poser une question au ministre des Transports ou à son adjoint parlementaire. Le ministre sait-il qu'on déverse, sur les côtes du bassin de Bedford près d'Halifax, des ordures ménagères qui peuvent nuire à la santé des habitants de la région? Prend-on des mesures en vue d'éviter une plus grande pollution des eaux du bassin et du havre?

M. L. Langlois (adjoint parlementaire au ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député d'Halifax de m'avoir prévenu de son intention de poser cette question. En réponse, je dois dire qu'à